

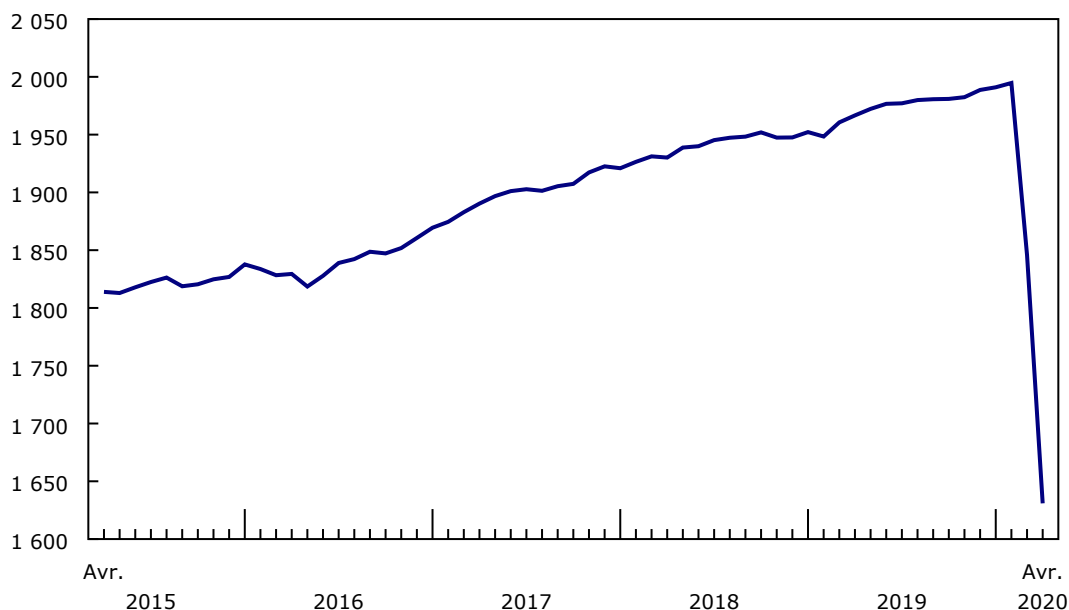
Produit intérieur brut par industrie, avril 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 30 juin 2020

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 11,6 % en avril, après avoir reculé de 7,5 % en mars. Il s'agissait du premier mois complet de l'application des mesures imposées pour ralentir la propagation de la COVID-19. L'ensemble des 20 secteurs d'activité de l'économie canadienne ont affiché une diminution, ce qui a entraîné la plus forte baisse mensuelle depuis le début de la série en 1961. L'économie a été 18,2 % inférieure au niveau atteint en février, le mois avant que les mesures liées à la COVID-19 soient prises.

Graphique 1 Le produit intérieur brut réel chute en avril

milliards de dollars enchaînés (2012) — ensemble des industries



Source(s) : Tableau [36-10-0434-01](#).

Compte tenu de la situation économique sans précédent qui découle de la pandémie de COVID-19 et de la demande de renseignements dignes de confiance, Statistique Canada continue de fournir un indicateur agrégé avancé de l'état de l'économie canadienne. Les renseignements provisoires indiquent qu'une hausse d'environ 3,0 % du PIB réel a été enregistrée en mai. La production dans plusieurs secteurs, y compris la fabrication, le commerce de détail, le commerce de gros et le secteur public (l'enseignement, les soins de santé et les administrations publiques), a augmenté en mai. Les activités ont repris graduellement par phases selon le type d'activité et la région géographique. En raison de sa nature provisoire, cette estimation sera révisée le 31 juillet, au moment où le PIB mensuel officiel sera diffusé pour le mois de référence de mai.

La baisse se poursuit dans le secteur de la fabrication

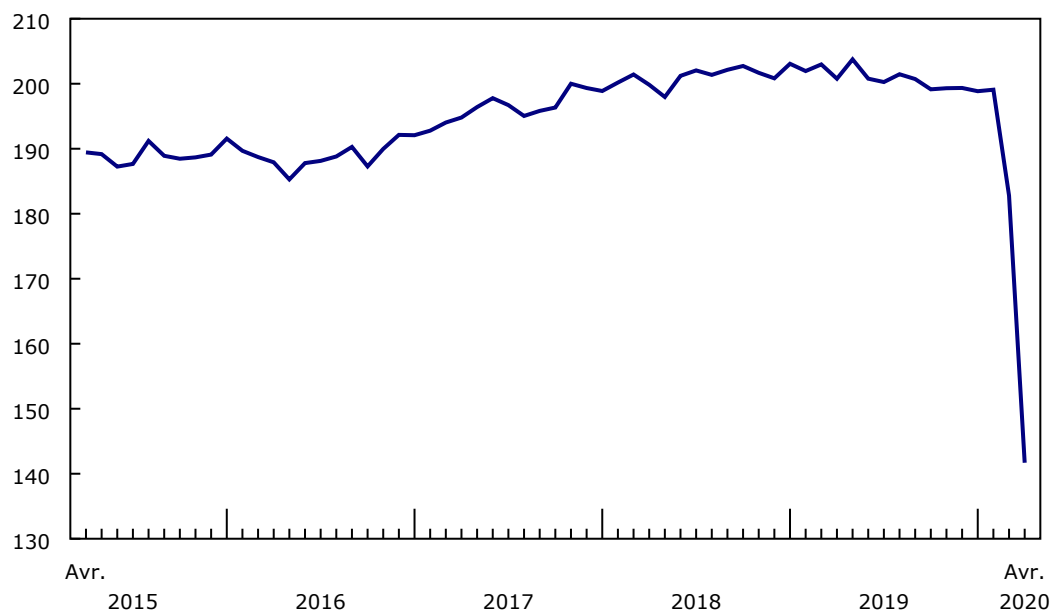
En avril, le secteur de la fabrication a reculé de 22,5 %, tous les sous-secteurs ayant enregistré des baisses. En réponse aux mesures d'urgence locales et provinciales prises pour ralentir la propagation de la COVID-19, bon nombre d'usines ont complètement fermé ou ont fonctionné à une capacité moindre. La baisse des activités dans le



secteur de la fabrication s'est traduite par une diminution du taux d'utilisation de la capacité, comme ce qui a été indiqué dans l'[Enquête mensuelle sur les industries manufacturières](#). Plus des quatre cinquièmes des établissements du secteur de la fabrication ont indiqué que leurs activités avaient été touchées par la COVID-19.

Graphique 2 Le secteur de la fabrication est en baisse en avril

produit intérieur brut en milliards de dollars enchaînés (2012)



Source(s) : Tableau 36-10-0434-01.

La fabrication de biens durables a fléchi de 29,2 % en avril, après avoir diminué de 13,1 % en mars, en grande partie en raison de la baisse de 49,6 % enregistrée dans la fabrication de matériel de transport. Étant donné que les usines de montage de véhicules automobiles sont demeurées fermées des deux côtés de la frontière canado-américaine, la production de véhicules automobiles (-97,7 %) et de pièces pour véhicules automobiles (-86,4 %) a diminué de façon prononcée en avril. La fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces a diminué de 10,6 %, par suite de la baisse continue de la demande des compagnies aériennes, alors que les voyages aériens non essentiels ont cessé. Les sous-secteurs de la fabrication de produits métalliques (-27,7 %) et de la fabrication de machines (-17,2 %) ont aussi enregistré des baisses notables.

La fabrication de biens non durables a enregistré un recul de 15,4 % en avril. Après avoir enregistré une hausse notable en mars, la fabrication d'aliments (-12,8 %) a contribué le plus à la diminution observée en avril. Cela est en grande partie attribuable à la baisse de la production dans les industries de fabrication de produits de viande, certaines installations de traitement des viandes ayant fermé temporairement à la suite d'éclotions de COVID-19 dans leurs établissements. La fabrication de produits en plastique et en caoutchouc a diminué du tiers. La fabrication de produits du pétrole et du charbon a fléchi de près du quart; les raffineries ont continué de réduire leurs activités de production en réponse à l'offre excédentaire de pétrole à l'échelle mondiale ainsi qu'à la baisse des prix et la demande plus faible de produits énergétiques.

Le secteur de la construction poursuit sa diminution

Le secteur de la construction a fléchi de 22,9 % en avril alors que toutes les activités de construction ont diminué. La construction non résidentielle a reculé de 36,0 %, la construction de bâtiments à usage industriel, public et commercial ayant enregistré une baisse à deux chiffres. Les diminutions ont été en grande partie concentrées en

Ontario et au Québec. Le recul de 22,3 % enregistré dans la construction résidentielle est principalement attribuable au moins grand nombre de travaux de modification et d'amélioration des maisons ainsi qu'aux baisses enregistrées dans la construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. Les travaux de génie (-17,2 %) et les réparations (-25,4 %) ont aussi affiché des diminutions.

Le commerce de détail affiche une baisse

Le commerce de détail s'est replié de 22,9 % en avril, après avoir reculé de 9,2 % en mars, des baisses d'activité ayant été enregistrées dans les magasins traditionnels dans tous les sous-secteurs. Les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles ont contribué le plus à la diminution (-41,8 %); les gens n'ont pas visité les salles d'exposition et les aires de service même si les concessionnaires de véhicules ont été désignés comme services essentiels et sont demeurés ouverts dans de nombreuses régions du pays. L'activité dans les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires a chuté de plus de deux tiers en avril, tandis que l'activité dans les magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres a diminué de moitié, les centres commerciaux et les magasins étant demeurés fermés en réponse aux fermetures obligatoires des entreprises non essentielles. Les magasins de produits de santé et de soins personnels (-18,3 %), les magasins de marchandises diverses (-17,2 %) et les magasins d'alimentation (-14,3 %) ont enregistré des baisses au cours du mois, après avoir affiché des hausses en mars, au moment où les Canadiens se sont approvisionnés en prévision d'une période d'auto-isolement et de l'éloignement physique. L'activité dans les stations-service a fléchi de 18,3 %, malgré la baisse continue des prix de l'énergie, comme ce qui a été indiqué dans le communiqué de l'[Indice des prix à la consommation](#), la demande des ménages et des entreprises étant demeurée faible. Seule l'activité chez les détaillants hors magasins (+17,3 %) a enregistré une hausse en avril. Cette croissance a été stimulée par l'augmentation continue de l'utilisation des services de magasinage en ligne par les Canadiens étant donné la fermeture des magasins traditionnels et par une hausse de la demande globale des consommateurs.

Le secteur du transport et de l'entreposage continue à diminuer

Le secteur du transport et de l'entreposage s'est replié pour une cinquième fois en six mois, en baisse de 23,1 % en avril, alors que la fermeture des frontières et de l'application des restrictions de voyage qui ont continué d'avoir une incidence sur le secteur.

Le transport aérien a chuté de 93,7 %; cette diminution s'explique par la baisse du volume des mouvements de passagers et de biens, alors que les voyages intérieurs et les [voyages internationaux par avion](#) ont cessé à la fin d'avril. Tous les principaux transporteurs aériens du Canada ont complètement interrompu ou considérablement réduit leurs activités en avril.

Le camionnage (-19,5 %) et les activités de soutien au transport (-23,2 %) ont diminué; les fermetures qui se sont poursuivies à l'échelle de l'économie et la baisse des activités commerciales ont réduit à divers degrés la demande de ces services.

Le transport en commun et le transport terrestre de voyageurs ainsi que le transport de tourisme et d'agrément ont diminué de moitié en avril, toutes les industries ayant affiché des baisses. Les services urbains de transport en commun ont reculé de trois quarts, alors que la diminution de la clientèle et la réduction des services offerts par les sociétés de transport se sont poursuivies en avril.

L'entreposage (+2,2 %) et les services postaux et de messagerie (+3,0 %) ont progressé en avril, sous l'effet de la croissance du magasinage en ligne. Un certain nombre de fournisseurs de services postaux et de messagerie ont déclaré des volumes atypiques de colis en avril, semblables à ceux enregistrés autour de la période des fêtes.

Les services d'hébergement et de restauration ainsi que le secteur des arts et des spectacles enregistrent une baisse

La production des services d'hébergement et de restauration a diminué de 42,4 % en avril, après avoir reculé de 37,1 % en mars. Le secteur a fléchi d'environ 64 % par rapport au niveau d'activité atteint en février 2020.

Le sous-secteur des services de restauration et des débits de boissons a chuté de 40,8 %; en réponse aux états d'urgence locaux et provinciaux, tous les types de restaurants et de débits de boissons sont restés fermés ou ont réduit grandement leurs activités en offrant exclusivement des services de mets pour emporter et des services de livraison.

Les services d'hébergement ont enregistré une baisse de 45,7 % en avril, alors que la demande de ces services est demeurée supprimée en raison des restrictions en matière de voyages internationaux et interprovinciaux.

Le secteur des arts et des spectacles (-25,6 %), qui contribue grandement à l'activité dans les services d'hébergement et de restauration, a de nouveau fléchi en avril. La COVID-19 a entraîné l'arrêt de tous les sports professionnels, et l'incertitude planait quant au moment du retour au jeu devant des spectateurs dans les arénas et les stades au cours des prochains mois. La Ligue nationale de hockey, l'Association nationale de basketball, la Ligue majeure de baseball et la Ligue majeure de soccer ont annulé tous les matchs prévus en avril, ce qui a fait suite aux décisions de reporter les saisons qui avaient été prises à la mi-mars en raison de la pandémie mondiale.

Le commerce de gros recule

Le commerce de gros a diminué de 17,9 % en avril, ce qui représente la baisse la plus prononcée depuis le début de la série en 1961. Au total, huit des neuf sous-secteurs du secteur du commerce de gros ont enregistré des reculs. Selon les données de l'[Enquête sur le commerce de gros](#), les activités des quatre cinquièmes des établissements du secteur du commerce de gros ont été touchées par la COVID-19.

La production des grossistes-marchands de véhicules automobiles, et de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles a fléchi de moitié en avril et a contribué le plus à la baisse observée dans le secteur, alors que la fermeture des usines de montage de véhicules automobiles en Amérique du Nord a diminué le besoin de mouvements transfrontaliers de pièces et de produits. Le commerce de gros de matériaux et de fournitures de construction a reculé de 21,8 %, la demande de matériaux ayant diminué en raison de la baisse de l'activité de construction et de rénovation. Le commerce de gros d'articles personnels et ménagers a reculé de 19,1 %, le commerce de gros de produits pharmaceutiques ayant diminué après avoir enregistré une croissance marquée en mars.

Le secteur public continue d'afficher une baisse

Le secteur public (l'enseignement, les soins de santé et les administrations publiques) a affiché une baisse de 7,7 % en avril; les trois composantes ont enregistré des diminutions à la suite des directives de rester chez soi visant à ralentir la propagation de la COVID-19.

Les services de soins de santé ont reculé de 10,4 %, tous les types de services sociaux et de santé ayant affiché des baisses. La diminution de 23,9 % enregistrée dans les services de soins de santé ambulatoires a contribué le plus à la baisse; les cabinets de médecins, les cabinets de dentistes, les laboratoires d'analyses diagnostiques, etc. sont demeurés fermés pendant tout le mois d'avril. Les services hospitaliers ont enregistré une baisse de 2,2 %.

Les services d'enseignement ont reculé de 8,6 %. Une baisse marquée a été observée dans les écoles primaires et secondaires (-12,9 %), les enseignants, les conseils et commissions scolaires et les familles ayant continué de s'adapter à l'apprentissage en ligne à la suite de la suspension des cours par l'ensemble des provinces et des territoires en mars.

Les administrations publiques ont enregistré une baisse de 4,3 % en avril. Les administrations publiques municipales et provinciales ont reculé de 11,7 % et de 2,4 % respectivement alors que les services et les bureaux sont demeurés fermés ou ont réduit leurs heures d'exploitation. En revanche, l'administration publique fédérale a affiché une hausse de 1,9 % en avril, étant donné que l'accroissement de la capacité de télétravail a permis à de nombreux services de reprendre leurs activités et que la plupart des employés travaillaient désormais à domicile.

Le secteur des services immobiliers poursuit sa baisse

Le secteur des services immobiliers a diminué de 3,5 % en avril, après avoir enregistré une baisse de 1,2 % en mars. Les activités des bureaux d'agents et de courtiers immobiliers ont chuté de 57,2 % en avril alors que l'activité de revente de maisons a cessé dans presque tous les grands centres urbains. Les décrets ordonnant de rester à la maison, combinés aux perspectives d'emploi incertaines et à la détérioration de la conjoncture économique, ont tenu de nombreux acheteurs et vendeurs potentiels à l'écart du marché des transactions.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz se replie

L'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz a diminué de 9,4 % en avril, tous les sous-secteurs ayant affiché des baisses. L'extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz) a reculé de 23,0 % alors que tous les types d'activité d'extraction minière, sauf l'extraction de potasse (+9,2 %), ont diminué. La baisse des prix du pétrole et l'offre excédentaire à l'échelle mondiale, de même que les mesures mises en place pour ralentir la propagation de la COVID-19, ont contribué à la baisse de 19,3 % enregistrée dans les activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz et au recul de 1,8 % observé dans l'extraction de pétrole et de gaz.

Le secteur de la finance et des assurances recule

Le secteur de la finance et des assurances a enregistré un recul de 1,0 % en avril. Les sociétés d'assurance et les activités connexes ont diminué de 9,3 % alors que les assureurs ont commencé à réduire les primes et à offrir des rabais aux clients.

À la suite de la hausse de l'activité observée dans l'ensemble des marchés boursiers mondiaux en mars, les marchés financiers sont demeurés actifs en avril, mais dans une moindre mesure. Les mesures prises par les décideurs et les banques centrales en mars et en avril ont donné une certaine assurance aux personnes actives sur le marché. La Banque du Canada a diminué le taux du financement à un jour trois fois avant la fin du mois de mars et a mis sur pied plusieurs programmes d'achat d'actifs à grande échelle pour accroître les liquidités dans les marchés de financement de base. Des hausses ont été observées dans les services d'investissement financier, les fonds et les autres instruments financiers (+4,4 %) ainsi que dans les banques et autres intermédiaires financiers de dépôts (+1,7 %) en avril.

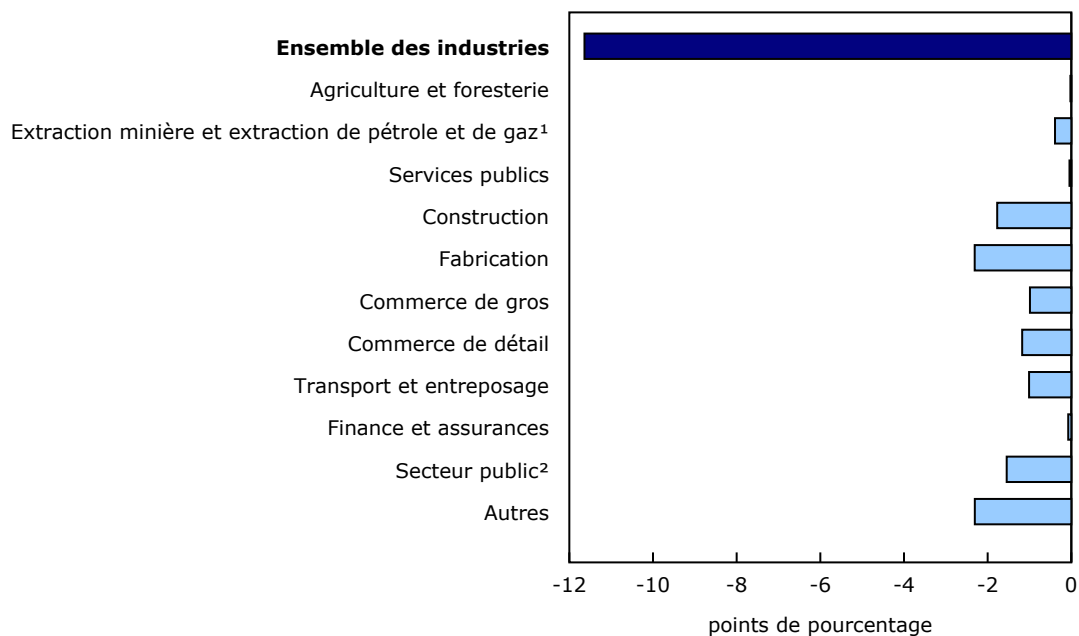
Autres industries

Les services personnels et les services de blanchissage (les services offerts par les salons de coiffure, les salons de beauté, les salons funéraires, les services de blanchissage, etc.) ont diminué de 39,3 %, tandis que les ménages privés (les services fournis par des femmes de chambre, des cuisiniers, des jardiniers, etc.) ont reculé de plus du tiers, par suite de la fermeture obligatoire des entreprises et des services non essentiels partout au Canada en avril.

Les services publics ont enregistré une baisse de 1,8 % en avril, alors que des reculs ont été observés dans la production, le transport et la distribution d'électricité (-2,0 %) ainsi que dans la distribution de gaz naturel (-1,0 %).

Les services professionnels se sont repliés de 1,3 %; les hausses enregistrées dans les services juridiques (+2,6 %), dans les services de comptabilité (+0,9 %) ainsi que dans la conception de systèmes informatiques et services connexes (+2,1 %) ont été plus que contrebalancées par les baisses observées dans la publicité (-19,6 %) ainsi que dans les autres services professionnels, scientifiques et techniques, y compris la recherche et le développement scientifiques (-6,5 %).

Graphique 3 Contribution des principaux secteurs industriels à la variation en pourcentage du produit intérieur brut



1. Comprend l'exploitation en carrière.

2. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Source(s) : Produit intérieur brut par industrie (1301).

Objectifs liés au développement durable

Le 1^{er} janvier 2016, des pays du monde entier ont officiellement commencé à mettre en œuvre le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), le plan d'action des Nations Unies axé sur la transformation qui vise à relever des défis mondiaux urgents au cours des 15 prochaines années. Ce plan est fondé sur 17 objectifs précis liés au développement durable.

Le communiqué sur le produit intérieur brut par industrie est un exemple de la manière dont Statistique Canada appuie le suivi des progrès relatifs aux objectifs mondiaux liés au développement durable. Le présent communiqué contribuera à mesurer l'objectif suivant :



Note aux lecteurs

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie aux prix de base sont des estimations selon des indices de volume en chaîne dont l'année de référence est 2012. Cela signifie que les données pour chaque industrie et chaque agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 2012. Les données mensuelles sont ajustées aux indices de volume Fisher du PIB enchaînés annuellement, lesquels sont obtenus à partir des tableaux des ressources et des emplois (TRE) en prix constants jusqu'à la dernière année des TRE (2016).

Pour la période commençant en janvier 2017, on a établi les données en enchaînant un indice de volume Laspeyres à pondération fixe à la période précédente. La pondération fixe est constituée des prix des industries de 2016.

Cette approche rend les données mensuelles du PIB par industrie plus comparables à celles du PIB établies selon les dépenses, enchaînées trimestriellement.

Toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le PIB, veuillez regarder la vidéo intitulée « [Qu'est-ce que le produit intérieur brut \(PIB\)?](#) ».

Révisions

Dans le présent communiqué sur le PIB mensuel par industrie, les données ont été révisées rétroactivement jusqu'à janvier 2019.

Chaque mois, les plus récentes données administratives et données d'enquête de différentes industries de l'économie sont intégrées, ce qui donne lieu à des révisions statistiques. Des données administratives mises à jour et révisées (y compris des statistiques fiscales), de nouveaux renseignements fournis par les répondants aux enquêtes sur l'industrie ainsi que des changements standards apportés aux calculs de désaisonnalisation sont pris en compte lors de chaque diffusion.

Tableau de données en temps réel

Le tableau de données en temps réel 36-10-0491-01 sera mis à jour le 13 juillet.

Prochaine diffusion

Les données de mai sur le PIB par industrie seront diffusées le 31 juillet.

Tableau 1
Produit intérieur brut mensuel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2012) —
Données désaisonnalisées

	Novembre 2019 ^r	Décembre 2019 ^r	Janvier 2020 ^f	Février 2020 ^f	Mars 2020 ^f	Avril 2020 ^p	Avril 2020 ^p	Avril 2019 ^r à avril 2020 ^p
	variation mensuelle en %						millions de dollars ¹	variation en %
Ensemble des industries	0,1	0,3	0,1	0,2	-7,5	-11,6	1 630 921	-17,1
Industries productrices de biens	-0,3	0,1	0,2	0,5	-5,6	-17,0	452 107	-21,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-2,0	-1,7	0,0	0,6	0,5	-1,0	40 836	0,4
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	-2,1	1,4	0,7	1,0	-5,1	-9,4	127 593	-17,7
Services publics	1,4	-1,0	-0,9	0,2	0,3	-1,8	42 980	-1,8
Construction	0,2	0,4	0,8	0,8	-5,6	-22,9	105 571	-24,4
Fabrication	0,1	0,0	-0,3	0,1	-8,2	-22,5	141 691	-29,4
Industries productrices de services	0,2	0,4	0,1	0,1	-8,1	-9,7	1 173 523	-15,5
Commerce de gros	-0,6	0,5	1,2	0,1	-5,0	-17,9	80 983	-21,4
Commerce de détail	0,8	0,5	0,1	0,1	-9,2	-22,9	72 099	-29,8
Transport et entreposage	-0,8	1,9	-1,3	-1,5	-12,1	-23,1	59 292	-33,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,2	0,3	0,1	0,2	-3,6	-2,6	61 277	-3,8
Finance et assurances	0,8	0,8	-0,5	-0,0	-0,6	-1,0	132 226	1,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,2	0,2	0,1	0,5	-1,2	-3,5	244 278	-1,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,5	0,0	0,4	0,2	-8,1	-1,3	109 962	-5,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,6	-0,2	0,7	0,6	-4,8	-9,6	8 128	-13,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion de déchets et d'assainissement	0,2	-0,0	0,3	-0,3	-13,6	-13,1	39 390	-24,1
Services d'enseignement	0,1	-0,1	0,0	-0,1	-14,0	-8,6	82 443	-20,8
Soins de santé et assistance sociale	0,3	0,3	0,3	0,2	-10,5	-10,4	114 426	-17,5
Arts, spectacles et loisirs	-0,7	0,6	-1,0	0,3	-41,0	-25,6	6 817	-55,4
Hébergement et services de restauration	0,6	-0,0	-0,3	-0,5	-37,1	-42,4	16 215	-63,6
Autres services, sauf les administrations publiques	-0,1	-0,2	0,1	-0,6	-14,4	-25,2	24 110	-36,4
Administrations publiques	0,1	0,4	0,6	0,6	-5,8	-4,3	122 920	-7,6
Autres agrégations								
Production industrielle	-0,2	0,2	-0,1	0,3	-6,2	-16,1	313 222	-22,5
Fabrication de biens non durables	-0,8	0,8	0,6	-0,4	-2,4	-15,4	76 342	-18,4
Fabrication de biens durables	0,8	-0,6	-1,0	0,6	-13,1	-29,2	65 683	-38,8
Secteur des technologies de l'information et des communications	0,6	0,0	0,1	0,1	-1,9	0,4	94 992	2,2
Secteur de l'énergie	0,0	0,9	-0,6	0,7	-3,0	-5,6	164 060	-9,7
Secteur public	0,2	0,2	0,3	0,3	-9,8	-7,7	319 795	-14,9

r révisé

p provisoire

1. Aux taux annuels.

Source(s) : Tableau 36-10-0434-01.

Tableaux disponibles : [36-10-0434-01](#) et [36-10-0449-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [1301](#).

Il est possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)).

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-607-X](#)).

Le portail des [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet *Sujets* du site Web de Statistique Canada, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ederne Victor au 613-863-6876, Division des comptes des industries.